

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFRAN Helicopter Engines

Avenue du 1er mai
40220 Tarnos

Références : -

Code AIOT : 0005201990

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement SAFRAN Helicopter Engines implanté Etablissement de Tarnos Avenue du 1er Mai 40220 Tarnos. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'opération "coup de poing" 2026 sur les produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAN Helicopter Engines
- Etablissement de Tarnos Avenue du 1er Mai 40220 Tarnos

- Code AIOT : 0005201990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SAFRAN HELICOTPER ENGINES est un groupe international de haute technologie, implanté sur tous les continents, opérant dans les domaines de l'aéronautique (propulsion, équipements et intérieurs), de l'espace et de la défense.

Par arrêté préfectoral d'autorisation n°PR/DAGR/2004/n°664 du 05 octobre 2004, la société est autorisée à exploiter sur la commune de Tarnos une usine de fabrication montage, réparation et essais de propulseurs ou éléments de propulseurs pour aéronefs.

Les rejets atmosphériques du site sont encadrés par l'arrêté préfectoral complémentaire AP-DCPPAT n°2019/435 du 06/06/2019. La situation administrative du site est mise à jour par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2024. Ce dernier mentionne en particulier que le site relève de rubrique 3260 (autorisation IED - Traitement de surface de métaux ou matières plastiques)

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La thématique produit chimique semble correctement maîtrisée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Sur site, il y a trois principales zones de stockage de produits chimiques : <ul style="list-style-type: none">• PADI SUD (zone de stockage des produits chimique déchets, présences de cuves et de GRV) ;• Stockage logistique (zone de stockage des produits chimiques neufs, présence de GRV, de fûts et de bidons) ;• Soute à carburants (zone de stockage des carburants, deux cuves de 80 m³ et 40m³ double peau chacune). L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none">• un outil numérique, nommé "Reaching", qui met a disposition des employés du site les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques présents sur le site ;• un plan des principales zones susceptibles de générer des pollutions, sur lequel apparaissent les zones de stockage de produits chimiques. Sur site, l'exploitant indique que des FDS simplifiées sont disponibles aux différents postes de travail concernés. En visitant la zone PADI SUD, il est constaté la présence et la disponibilité des FDS pour les employés. Par échantillonnage est contrôlée la FDS du produit chimique ARDROX 185 L. Cette dernière a été mise le 11 juillet 2024 et elle est en français, ce qui est satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'exploitant est sollicité sur la stratégie de gestion de déversement des produits chimiques. Il explique qu'en cas de déversement au sein d'un bâtiment, des boudins sont immédiatement mis en place et les pompiers (présents en permanence sur le site) sont appelés. En cas de déversement à l'extérieur du bâtiment, les pompiers sont immédiatement contactés. Ces derniers appliquent les procédures nécessaires pour sécuriser la zone, notamment en obturant le réseau de collecte des eaux pluviales. Chaque événement fait l'objet d'un compte rendu, permettant un retour d'expérience et une amélioration des pratiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'exploitant explique que tous les trois mois est réalisé sur le site, avec un prestataire externe, un audit de conformité ICPE/HSE. Il précise que la vérification des capacités de rétention (absence

d'encombrement) est un point faible qui est identifié.
Tous les produits chimiques qui ont été vus sont placés sur une rétention de capacité suffisante.
Toutes les capacités de rétention qui ont été vues sont exemptes d'encombrants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'exploitant explique qu'il dispose d'un guide interne de gestion des produits chimiques, basé sur l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Ce guide propose une méthodologie pour préciser comment stocker les produits chimiques incompatibles, en particulier lorsque ces derniers ont plusieurs phrases de dangers différentes. Par ordre de priorité, l'exploitant indique que la méthodologie consiste à séparer, par ordre de priorité, les produits inflammables des produits comburants, les acides des bases, et enfin de gérer au cas par cas et selon la méthodologie du guide, le reste des produits chimiques. Sur site, il n'est pas constaté la présence de produits chimiques incompatibles stockés sur une même capacité de rétention parmi les produits qui ont été vus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre son guide de gestion du stockage des produits chimiques
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un état des stocks pour chaque zone de stockage de produits chimiques.</p> <p>Pour la zone "entretien logistique", l'inventaire est réalisé au moins une fois par an. Pour la zone "stockage carburant" et PADI SUD, il est possible de suivre quotidiennement l'évolution de stocks</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>